

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

L'Afrique cherche des solutions à l'insécurité et aux migrations

Réunis depuis le 24 octobre dernier, dans le cadre du premier « Forum Most » des ministres du développement social pour les pays de l'Afrique centrale et le Nigéria, des enseignants et chercheurs, explorent des voies et moyens pour mieux appréhender les questions de l'insécurité et migrations en Afrique centrale ; leur impact sur les femmes et les jeunes.

D'entrée de jeu, l'on pourrait interroger la thématique autour « l'impact de l'insécurité et des migrations en Afrique centrale sur les femmes et les jeunes ». Faut-il penser que les hommes à première vue, sont exclus ? « On n'exclut pas les hommes », en réalité, c'est dans les esprits ; des dynamiques qui affectent la migration, les évolutions, les changements qui affectent la migration et aussi dans le souci de saisir les catégories les plus vulnérables comme : les femmes et les jeunes » lance un enseignant-chercheur. Selon lui, il est évident, qu'à l'origine ; la migration est fondamentalement masculine. Les femmes y ont pris part dans le cadre de ce qu'on appelle les migrations d'accompagnement ; les enfants également ; parce qu'ils naissent à l'étranger ou, rejoignent leurs parents. De plus en plus, ces catégories-là, prennent l'initiative, d'elles mêmes ; les jeunes décident de partir, une sorte d'évasion, liée à plusieurs raisons. « Les femmes décident de partir parce que les budgets des ménages ne suffisent plus ; ce que peuvent apporter les hommes à la maison est insignifiant. Il faut des moyens additionnels. On peut observer dans l'engouement quasi généralisé pour les mobilités et les migrations, il y a de plus en plus, une participation des femmes et des jeunes » lance Papa



Demba Fall.

Il est à noter que l'Unesco a voulu saisir cette opportunité, en la combinant ici avec une dimension importante ; l'insécurité chronique en Afrique centrale. Surtout pour ce qui est des situations qui affectent les mobilités ; dans le cadre du Nord-Cameroun ; avec la secte Boko Haram qui interpelle et qui a un impact sur la mobilité ; mais en mêmes temps, les gens qui sont obligés de trouver des stratégies pour contourner ces mobilités-là. D'où, le lien très étroit, entre la mobilité et la migration ; une dialectique incontournable. « Dans cette incontournable dialectique entre mobilité et migration, il y a lieu de souligner le rôle quasi-prépondérant que vient jouer l'insécurité qui, comme on le voit, est un enjeu majeur du forum. De fil en aiguille, il s'agit de voir l'évolution des mouvements migratoires, et en particulier, ce qu'on appelle les migrations involontaires ; la question des réfugiés par exemple, qui est différente de la

migration de travail volontaire ; les migrations provoquées par l'insécurité ; la région des grands Lacs, à titre d'illustration. Il est question de souligner comment ces mouvements, cette insécurité agit sur le fait migratoire, le perturbe et l'oblige à adopter plusieurs démarches. »

Bâtir une Afrique intégrée

Les mécanismes de mise en œuvre du suivi du forum ministériel pour gérer au mieux les transformations sociales en Afrique centrale, doivent se greffer sur la vision de l'Union africaine : « Bâtir une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par des citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale ». A ce sujet les pays africains doivent répondre de manière innovante à quatre défis majeurs ; tout en tirant les opportunités qu'ils représentent : croissance démographique, développement durable et croissance économique, transformation sociale et gouvernance démocratique. A

ce sujet, l'une des questions préoccupantes qui jalonnent le 21^{ème} siècle, est la migration. Complexe et multidimensionnelle, la question traverse aussi les sujets politiques et économiques. D'où, l'ambition, pour reprendre un enseignant-chercheur, de la nécessité de dresser à partir d'une revue critique de la littérature récente, un bilan des thèmes dominants et des connaissances sur les mobilités africaines et d'en extraire un aperçu des principaux enjeux et défis à relever en vue de faire des migrations, un facteur de développement durable.

Au sujet de desdits défis et enjeux migratoires et sécuritaires dans la sous-région Afrique centrale, la ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation (Minressi), Dr. Madeleine Tchuinté, dont le département ministériel, est au cœur de l'organisation et de la tenue de ce forum, compte sur la diversité des nationalités ; preuve à ses yeux, de la pertinence des sujets appréhendés au rang desquels : l'immigration, la pauvreté, la sécurité alimentaire, les nouvelles pandémies. « Le thème du forum de Yaoundé : « Insécurité et migration : impact sur les femmes et les jeunes », est très pertinent pour l'heure et le contexte, compte tenu de l'insécurité engendrée par le terrorisme et les guerres à travers le monde et dans la sous-région Afrique centrale en particulier. Les exactions du groupe terroriste Boko Haram, et l'insécurité qui perdurent dans la sous-région, ont poussé de nombreuses personnes à s'enfuir des pays voisins (Nigéria, Tchad, RCA), pour trouver refuge au Cameroun. Cet afflux a un impact en particulier sur les femmes et les jeunes qui constituent un groupe vulnérable » lance la ministre de la recherche scientifique et de l'innovation.

Souley ONOHILO

PROF. PAPA DEMBA FALL

« Il faut une « ré-africanisation » de prise de décision sur les migrations »

Enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) et à l'Institut fondamental d'Afrique noire Ch.A. Diop, il a dans le cadre du forum, exploré les enjeux et les défis des mobilités africaines au XXI^{ème} siècle. Papa Demba Fall parle de la nécessité d'une solidarité régionale ; d'une solidarité continentale, invite à un dialogue intercontinental, car à ses yeux, il y a lieu de savoir que les migrations, les mobilités seront d'abord des migrations continentales en Afrique.

Le forum concerne davantage les ministères du développement social de l'Afrique centrale et du Nigéria. Par quel bout, doit-on appréhender cette thématique ?

L'insécurité ou l'absence de sécurité est un casse-tête. Et pourtant, il faut garantir la sécurité pour que les gens puissent partir ; d'autant que les gens sont amenés à partir ; pas seulement en raison de l'insécurité ; il faut comprendre cette insécurité dans le sens le plus large. Il y a l'insécurité alimentaire, l'insécurité environnementale (lorsqu'arrivent dans une région, des inondations, les éboulements, des catastrophes naturelles) ; à cause de cela, les gens sont obligés de partir ; c'est ce qu'on entend par des



personnes déplacées ; en raison de l'insécurité qui peut être multiformes. Nous pensons, pour l'avoir souligné dans le contenu de mon exposé, que les mobilités sont une question transversale. Elles interpellent le ministre de l'Intérieur, garant des problèmes de sécurité. Elles interpellent le ministre de la Santé publique, parce que les migrants et les déplacés doivent être assistés, c'est un début de ce point de vue de l'action sociale ; elles interpellent le ministre des Affaires étrangères, parce que dans le cadre de la coopération interrégionale, il faut régler ces questions. Donc, le fait que la mobilité, soit une question transversale, est une grande question. Surtout, qu'il arrive, que cette mobilité incombe à tous les ministères ; de ce fait, on ne sait pas trop souvent, celui qui fait quoi. Lorsque vous cherchez dans l'organigramme ministériel du Cameroun, où, sont logés tous les départements ministériels qui interviennent dans l'action migratoire, on verra bien que ce n'est pas un seul ministère. Même si l'on venait à créer

un seul ministère sur les questions de mobilité, celui là devrait travailler avec d'autres ministères. Il y a une collaboration obligatoire, nécessaire sur les questions de mobilité, entre les différents départements ministériels.

La ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation (Minressi), Dr. Madeleine Tchuinté, a été désignée présidente du Forum ; mieux c'est son département ministériel qui est au cœur de la tenue de ce forum. Quel lien entre les questions migratoires, la mobilité, l'insécurité et la recherche ?

La vocation de la recherche, est de produire des outils qui aident à la prise des décisions. Le chercheur ne prend pas la décision ; le chercheur a pour mission d'éclairer l'autorité sur des questions aussi sensibles qui soient. C'est dire que les décisions sont des décisions politiques. On peut envisager, comme on a voulu le faire dans le cadre du « Most forum », de mieux documenter ces questions de mobilité, d'appuyer les chercheurs dans la recherche, pour la production des connaissances ; il s'agit de cela en fait. Il faut encourager la recherche fondamentale destinée vers la production des connaissances ; qui utilise ces connaissances, ce sont les politiques. S'ils le font, s'approprient ces résultats, c'est tant mieux ; s'ils ne le font pas, c'est regrettable. Chacun joue son rôle ; mais la jonction entre les deux est nécessaire, importante entre les deux. Dans sa prise de parole, le Pr. Jacques Fame Ndongo, ministre camerounais de l'Enseignement supérieur, a été justement interpellé sur l'intervention du politique dans la prise de

décision. Nous pensons que le ministre Jacques Fame Ndongo a deux casquettes. Il est ministre politique ; il est également enseignant-chercheur ; c'est un collègue. Il comprend parfaitement les enjeux ; mais chacun est dans son rôle. Il comprend parfaitement ce qu'il y a lieu de faire ; il a parfaitement bien compris le sens de l'interpellation. Outre la diplomatie qui peut traverser les esprits, tous les politiques, les ministres ont compris qu'ils seront interpellés au premier chef. Ils le savent et le comprennent parfaitement.

Si au sortir de ce forum, il fallait faire des recommandations, que pourriez-vous indiquer en tant que spécialiste et enseignant chercheur ?

Si je sors de ma casquette de chercheur, sans rentrer dans l'inclinaison politique, ce que je peux dire en tant qu'Africain interpellé par ces questions de mobilité et d'insécurité, je puis dire, j'en ai longuement parlé ; c'est la nécessité d'une solidarité régionale ; d'une solidarité continentale. J'ai longuement rappelé qu'il faut qu'on sache, que les migrations, les mobilités seront d'abord des migrations continentales en Afrique ; que le dialogue doit se faire à ce niveau. Il appartient aux Etats parfois, de renoncer à une parcelle de leur souveraineté, pour s'ouvrir à l'autre. En réalité, l'on peut parler de coopération, s'il y a déjà des ouvertures par le bas. On a des exemples qui prouvent comment les peuples peuvent dialoguer, au-delà des frontières. Mon appel est un appel à une sincère coopération africaine. Un appel à la « ré-africanisation » de la production des connais-

sances sur les mobilités ; la « ré-africanisation » de la prise de décision en matière des migrations ; de la vision que nous devons avoir, en matière de migration. Je crois que le temps est révolu où on dépendait essentiellement de l'Europe ; dès qu'on parlait des migrations, l'on voyait et pensait à l'Europe, à l'Occident. Je convoque le terme de mobilité, parce que, la mobilité s'observe sous toutes ses formes, interne, externe. Les gens viennent en ville avant d'aller à l'étranger ; il faut en amont comprendre le phénomène, avant d'aller voir plus loin. Je crois que les autorités en Afrique doivent bien consigner les politiques de migration, les politiques de mobilité sous le prisme de l'intégration sous-régionale, régionale, continentale, doivent être prises en compte. Jusqu'ici, la migration et la mobilité des personnes est le parent pauvre de ce qu'on appelle la globalisation. On parle de la mobilité des capitaux ; on parle de la mobilité des biens ; il faut vendre des produits et ventiler les capitaux ; mais quand les hommes veulent bouger, on ne s'en occupe plus. On s'y oppose. Il y a lieu de se battre contre certains freins au niveau de la mobilité des personnes dans certaines frontières. Si on veut rentrer dans les détails sur les décisions qu'il faut prendre, je dirais, à une échelle principalement africaine, locale, régionale ces problèmes. Profitons un peu de la décentralisation, pour régler ces questions à un niveau plus bas, plus proche des communautés qui inter-régionnent et échangent sur ces questions de mobili-

Réalisé par Souley ONOHILO